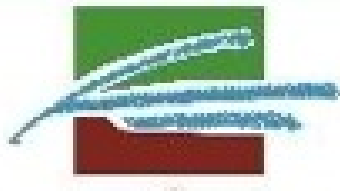


<https://www.valterbi.org/cms/spip.php?article90>



Sécurité avant tout ou priorité aux avantages financiers ?

- Des défis posés au Val Terbi : les dossiers en cours - Trafic aérien dans le ciel jurassien - Euro Airport Bâle-Mulhouse, le dossier avant l'ouverture d'ILS 34 - Euroairport Bâle-Mulhouse : le dossier antérieur au 23 mai 2005 - La présentation du dossier ILS34, éléments réunis en 2004 - Le Gouvernement jurassien et l'approche ILS34 Bâle-Mulhouse, EuroAirport - Des questions en suspens, des éléments à éclaircir - Des questions qui accompagnent la prise de position du Gouvernement -



Date de mise en ligne : mercredi 27 juillet 2005

Le principal argument avancé, forcément louable, est la sécurité. Celle des passagers sera augmentée d'un facteur 5 (étude anglaise de la Flight Safety Foundation), alors que celles des habitants des régions nouvellement survolées sera réduite d'un facteur 46.

Le projet échange une probabilité d'accident (déjà très faible) contre des atteintes bien réelles et permanentes à la santé des populations (atteintes dues au bruit et à la pollution de l'air). Dans les faits, c'est un déplacement du risque d'une population (les passagers) vers une autre (les habitants des régions nouvellement survolées), et non une augmentation réelle et globale de la sécurité.

- Est-ce que les arguments financiers sont prioritaires par rapport aux arguments humains ?
- Comment le Gouvernement pense-t-il assurer la sécurité de la population dont il est responsable, et qui l'a élu ?

L'argument économique est [confirmé par les promoteurs du projet](#). Il est inacceptable qu'une augmentation des profits économiques de compagnies privées soient réalisés aux dépens de populations extérieures au projet. Cette augmentation de profits privés, entraînera une diminution des valeurs officielles et des valeurs locatives. Elle sera exigée par les propriétaires lésés et entraînera une perte proportionnelle des rentrées fiscales.

- Quelle sera l'incidence sur les finances cantonales ? Le Gouvernement a-t-il engagé une étude ?